

*Conflit israélo-arabe*

Comme vous le savez peut-être, les membres du NPD et les députés néo-démocrates en général prennent les débats qui ont lieu lors de ces congrès très au sérieux, car ce sont lors de ces derniers que nous établissons nos politiques, que nous donnons les orientations au groupe parlementaire. Vous n'êtes pas sans savoir également que, contrairement à ce qui se passe dans les autres partis, nous avons toujours débattu à fond, j'ose le dire, les questions internationales controversées. Que ce soit la Pologne, l'Amérique centrale ou le désarmement nucléaire, nous croyons qu'un parti politique national a l'obligation morale de se pencher sur les questions internationales importantes et d'adopter une position bien définie dans chaque cas, même si elle est impopulaire. C'est ce que nous avons toujours fait et nous avons été prêts à payer le prix sur le plan politique.

Lors d'un récent congrès, nous avons souligné encore plus l'importance des questions internationales en décidant de former au sein de notre parti un comité permanent des affaires internationales qui aura pour priorité, dans le cadre de la préparation du congrès de cette année, d'élaborer notre politique sur le Moyen-Orient. A cet effet, on rédige à l'heure actuelle un document d'information provisoire et un exposé de principes qui sera remis aux membres du parti avant le congrès, afin qu'on puisse en discuter à ce moment-là. En outre, on prévoit que d'autres éléments du parti, notamment des associations de circonscription, présenteront un nombre exceptionnel de décisions sur le Moyen-Orient.

Étant donné que le projet de notre comité n'est pas encore prêt, et compte tenu du fait que je ne siège pas à ce comité, il m'est difficile aujourd'hui de vous donner des détails sur son contenu. En outre, je ne peux être trop explicite aujourd'hui, car le document n'est pas au point et la politique du parti doit, en fin de compte, être déterminée lors d'un congrès. Compte tenu de ces réserves, je tenterai toutefois de donner un aperçu général et incomplet des problèmes et des préoccupations qui, à mon avis, seront discutés par les néo-démocrates et de certains principes et points de vue qui guideront probablement nos délibérations.

Le NPD confirmera certainement notre engagement et notre appui de longue date envers le peuple d'Israël et notre conviction quant au droit à l'existence d'Israël, à l'intérieur de frontières sûres. Le NPD continue également de réclamer avec fermeté un règlement permanent, juste et négocié au Moyen-Orient, particulièrement dans cette région du Moyen-Orient qui comprend Israël. Le NPD continuera de s'opposer à la fois au terrorisme et à l'usage de la force militaire comme moyen de résoudre les problèmes politiques. Conformément à notre conviction que tous les États sont souverains politiquement, nous réitérerons notre appel en vue d'un retrait de toutes les troupes étrangères du Liban. Nous croyons également que le Canada a un important rôle à jouer dans les affaires du Moyen-Orient, à cause du rôle que notre pays a joué dans le passé en matière de diplomatie et de maintien de la paix et également parce que les Canadiens s'intéressent de très près à la paix dans le monde.

Enfin, les États arabes voisins d'Israël auraient dû depuis longtemps déjà imiter l'Égypte, qui a officiellement et à juste titre reconnu Israël et accepté que cet État a le droit à l'existence. Il est clair que ces États doivent faire explicitement ce qu'ils font actuellement implicitement, c'est-à-dire reconnaître l'État d'Israël, et il faut également que l'OLP reconnaisse

explicitement le droit à l'existence d'Israël. Il est évident que les relations entre le peuple palestinien et Israël sont à la base de tout règlement global des problèmes du Moyen-Orient, et toutes les parties en cause doivent prendre conscience qu'il s'agit davantage, en l'occurrence, que d'une simple question de réfugiés. Ce dont il s'agit, c'est de la nécessité de créer un foyer national pour un peuple depuis longtemps dispersé et réprimé, à savoir les Palestiniens.

Il faut qu'il y ait reconnaissance des droits légitimes et des aspirations à la fois d'Israël et du peuple palestinien. Ultérieurement, Israël doit être disposée à négocier avec tout représentant du peuple palestinien qui reconnaîtrait publiquement le droit d'Israël d'exister et de posséder des frontières sûres. D'autre part, la communauté arabe dans son ensemble doit également, ultimement, commencer à traiter les Palestiniens moins comme des otages politiques dans leur conflit hargneux avec Israël et davantage comme un peuple dont les besoins individuels et collectifs transcendent l'échiquier politique.

Pour leur part, les néo-démocrates continueront de reconnaître et de défendre le droit d'Israël d'exister dans la sécurité. Nous continuerons de réclamer le dialogue et la négociation entre les parties. Nous continuerons à condamner à la fois la terreur et le recours à la force militaire comme moyen de résoudre les problèmes politiques. Nous réaffirmerons certainement notre conviction que le Canada peut jouer un rôle important en aidant les parties en cause à résoudre le conflit. Et nous serons fidèles à notre tradition de ne pas laisser l'amitié faire obstacle à une critique honnête et énergique, au besoin, des gestes que posent parfois nos amis, que ce soit aux Nations Unies, en Israël, en Égypte ou n'importe où ailleurs, car la critique constructive que des peuples amicaux peuvent se prodiguer mutuellement est l'un des principaux fondements d'un dialogue international constructif.

A cet égard, je voudrais aborder au moins deux préoccupations que mes collègues et moi-même partageons au sujet de la politique étrangère d'Israël. La première porte sur les liens d'Israël avec l'Afrique du Sud. Nous sommes profondément offusqués par la collaboration d'Israël avec l'un des régimes les plus racistes du monde. Les Israéliens devraient comprendre que les relations que leur pays entretient avec l'Afrique du Sud dans le domaine technologique, militaire et commercial ne jouent pas en leur faveur. Bien au contraire, elles amènent des Canadiens et d'autres avec eux à penser qu'en matière de relations extérieures, Israël ne peut prétendre agir de façon plus morale que les autres nations. Si l'opinion publique internationale revêt une telle importance pour Israël, comme je pense que ce devrait être le cas, il faudrait qu'elle rompe de tels liens. A mon avis, la principale force d'Israël, c'est son intégrité. C'est vrai de toutes les nations, mais c'est encore plus vrai pour Israël et il faut qu'elle se resaisisse.

Un autre élément qui me préoccupe, c'est le fait que les journaux aient signalé récemment la présence de conseillers militaires israéliens au Honduras où le ministre de la Défense israélien, M. Sharon, s'est précisément rendu. A mes yeux, c'est inquiétant et le gouvernement israélien devrait mettre fin à toute aide qu'il accorde de concert avec les États-Unis à des régimes qui terrorisent la population dans cette partie du monde, surtout si Israël ne veut pas perdre totalement sa crédibilité auprès de ceux qui estiment que la politique des États-Unis en Amérique latine constitue une fantastique erreur, tant